



POUVOIR JUDICIAIRE

C/20171/2023

ACJC/1483/2024

ARRÊT

DE LA COUR DE JUSTICE

Chambre civile

DU LUNDI 25 NOVEMBRE 2024

Entre

Le mineur A_____, domicilié c/o **B**_____, _____ [GE], appelant d'un jugement rendu par la 15^{ème} Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 8 octobre 2024, représenté par **C**_____, curatrice, Service de protection des mineurs, route des Jeunes 1E, 1227 Les Acacias,

et

Monsieur D_____, domicilié _____ [GE], intimé, représenté par Me Michel CELI VEGAS, avocat, rue du Cendrier 12-14, case postale 1207, 1211 Genève 1.

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 26 novembre 2024

Vu, **EN FAIT**, le jugement JTPI/12231/2024 du 8 octobre 2024, par lequel le Tribunal de première instance (ci-après : le Tribunal) a dit que D _____ est le père de l'enfant A _____, né le _____ 2023 (chiffre 1 du dispositif), ordonné la transcription de cette paternité dans les registres de l'état civil (ch. 2), donné acte à D _____ de son engagement à verser en mains de E _____, par mois et d'avance, allocations familiales non comprises, un montant de 100 fr. à titre de contribution à l'entretien du mineur A _____ jusqu'au 31 décembre 2024 (ch. 3), condamné D _____ à verser, par mois et d'avance à compter du 1^{er} janvier 2025 en mains de E _____, à titre de contribution à l'entretien de son fils A _____, allocations familiales non comprises, un montant de 360 fr. jusqu'à la majorité, voire au-delà en cas d'études sérieuses et régulières (ch. 4); que le Tribunal a enfin arrêté et réparti les frais judiciaires, sans allouer de dépens (ch. 5 et 6) et débouté les parties de toutes autres conclusions (ch. 7);

Que le Tribunal a retenu que D _____ exerce la profession de coiffeur indépendant et réalise un revenu mensuel brut de 2'500 fr., pour des charges de 2'758 fr.; qu'il lui a toutefois imputé un revenu hypothétique net de 3'590 fr. à compter du 1^{er} janvier 2025; que le Tribunal a par ailleurs tenu compte, dans le calcul de la contribution à l'entretien de l'enfant A _____, du fait que D _____ doit contribuer à l'entretien de deux autres enfants mineurs; que la mère de l'enfant n'exerce aucune activité lucrative et perçoit des prestations de l'Hospice général;

Attendu que le 14 novembre 2024, le mineur A _____, représenté par sa curatrice, a formé appel contre ce jugement, concluant à la condamnation de D _____ à verser une contribution plus élevée et échelonnée à son entretien;

Que préalablement, l'appelant a conclu au retrait de l'effet suspensif portant sur les chiffres 3 et 4 du dispositif du jugement attaqué;

Que sur ce point, il a allégué que l'intimé avait lui-même proposé le versement d'une contribution d'entretien de 100 fr., voire de 150 fr. par mois; que par ailleurs, la somme de 360 fr. due à compter du 1^{er} janvier 2025 n'excéderait pas la quotité disponible de l'intimé;

Que dans sa réponse sur requête d'exécution anticipée, D _____ a conclu à son rejet; qu'il a allégué que sa situation financière était instable et qu'en l'état, il ne parvenait pas à contribuer à l'entretien du mineur A _____;

Que le 13 novembre 2024, D _____ a également formé appel contre le jugement du 8 octobre 2024, concluant à l'annulation du chiffre 4 de son dispositif et cela fait à ce qu'il lui soit donné acte de son engagement de verser en mains de E _____, par mois et d'avance, allocations familiales non comprises, une contribution d'entretien pour le mineur A _____ d'un montant de 100 fr. à compter du 1^{er} janvier 2025;

Que par avis du greffe de la Cour du 25 novembre 2024, les parties ont été informées de ce que la cause était gardée à juger sur la requête d'exécution anticipée;

Considérant, **EN DROIT**, que la Cour est saisie d'un appel au sens de l'art. 308 CPC;

Que selon l'art. 315 CPC, l'appel suspend la force de chose jugée et le caractère exécutoire de la décision dans la mesure des conclusions prises en appel (al. 1), sauf dans les cas mentionnés à l'art. 315 al. 4 CPC, non pertinents en l'espèce;

Que selon l'art. 315 al. 2 CPC, l'instance d'appel peut autoriser l'exécution anticipée;

Que l'effet suspensif de l'appel constituant la règle, l'exécution anticipée ne doit être accordée qu'exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigent, notamment si une des parties est exposée, à défaut, à subir un préjudice difficilement réparable;

Qu'en la matière, l'instance d'appel dispose d'un large pouvoir d'appréciation (JEANDIN, CR CPC 2^{ème} éd. 2019, n. 4 ad art. 315 CPC);

Qu'en l'espèce et selon ce qui ressort de la procédure, le père ne contribue pas à l'entretien de son enfant, lequel, de même que sa mère, est pris en charge par l'Hospice général;

Que le père a offert, devant le Tribunal déjà, de verser une contribution de 100 fr. par mois à l'entretien du mineur;

Qu'il a proposé le même montant en appel, à compter toutefois du 1^{er} janvier 2025, sans exposer en quoi le versement d'une telle somme, impossible actuellement selon ses allégations, deviendrait possible à compter de janvier prochain;

Que la situation personnelle des parties et de l'enfant sera examinée de manière approfondie dans le cadre de l'arrêt qui sera rendu sur le fond;

Qu'en l'état, il se justifie d'ordonner l'exécution anticipée du chiffre 3 du dispositif du jugement attaqué et du chiffre 4 de ce même dispositif, à concurrence de la somme de 100 fr. par mois;

Que la requête sera rejetée pour le surplus;

Qu'il sera statué dans l'arrêt au fond sur les frais de la présente décision (art. 104 al. 3 CPC).

* * * * *

**PAR CES MOTIFS,
La Chambre civile :**

Statuant sur requête d'exécution anticipée :

Ordonne l'exécution anticipée du chiffre 3 du dispositif du jugement JTPI/12231/2024 rendu le 8 octobre 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/20171/2023.

Ordonne l'exécution anticipée du chiffre 4 du dispositif du même jugement, à concurrence de la somme de 100 fr. par mois.

Rejette la requête pour le surplus.

Dit qu'il sera statué sur les frais de la présente décision dans l'arrêt au fond.

Siégeant :

Madame Paola CAMPOMAGNANI, présidente; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière.

Indications des voies de recours :

La présente décision, incidente et de nature provisionnelle (ATF 137 III 475 consid. 1 et 2), est susceptible d'un recours en matière civile (art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005; LTF – RS 173.110), les griefs pouvant être invoqués étant toutefois limités (art. 93/98 LTF), respectivement d'un recours constitutionnel subsidiaire (art. 113 ss LTF). Dans les deux cas, le recours motivé doit être formé dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la décision attaquée.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.